

Le Fn entre en campagne : toujours antisocial et invité du MEDEF !

Le week-end des 4 et 5 février 2017, le FN est définitivement entré dans la campagne des élections présidentielles et législatives. Depuis le printemps 2016, au moins officiellement, Marine Le Pen avait décrété une « abstinence médiatique » Pendant la campagne 2011/12, le FN a analysé qu'il était « sorti trop tôt » et qu'il avait tourné à vide pendant une période de presque deux mois – incapable de sortir des propositions vues comme nouvelles. Sa direction a donc rongé son frein pendant quelque temps. Cette période, pendant laquelle elle cherchait à éviter les grandes sorties médiatiques et les provocations bruyantes, est donc désormais révolue. Avec les « Assises présidentielles » du parti d'extrême droite tenues à Lyon, le FN se lance explicitement dans la bataille pré-électorale.

Tout cela ne signifie pas que les dirigeants du Front national étaient restés les bras croisés. Auparavant, ils ont travaillé le discours « social », mais aussi la stature internationale de la candidate du parti.

A propos du « Social » à la sauce FN

Trois débats récents ont permis à la direction de développer un discours qui se veut « social », à l'heure où la ligne portée par Florian Philippot – attaché à un certain poids de l'Etat dans l'économie et à un discours marqué par la démagogie sociale, élément-clé du calcul électoral – demeure majoritaire.

D'abord, il y a eu la polémique déclenchée quand François Fillon a gagné la primaire de la droite LR autour de son projet (de casse) pour la Sécurité sociale. Son plan de limiter l'assurance-maladie légale aux « gros risques » et aux maladies de longue durée, faisant la part belle aux assurances privées, a fait chuter le candidat LR. D'autant plus que Fillon, s'il a un peu modéré son propos - lors d'une visite dans un hôpital effectuée le 14 décembre 2016 -, a maintenu son projet malgré toutes les résistances, et malgré l'effroi de certains de ses conseillers (eu égard aux nécessités tactiques d'une campagne électorale).

Marine Le Pen y a vu une belle occasion de positionner son parti « vent debout » contre le discours de François Fillon. Elle se faisait même – dans le verbe – la prétendue défenseure acharnée du programme du Conseil national de la résistance, la base de la création de la « Sécu ». Une occasion trop parfaite pour la présidente du FN de gommer, aux yeux de l'opinion publique, le passé de son propre parti... qui plonge ses racines, non pas dans la Résistance, mais pour beaucoup de ses fondateurs dans la collaboration et le nazisme.

Le FN a fait imprimer, fin 2016, des fausses Cartes **Vitale** qui portent l'inscription : « *Fillon va vous rendre malade / (...) Une opération radicale sans anesthésie !* » Cette opération de communication ne pourra pas faire oublier, cependant, que Marine Le Pen avait fait campagne en 2012 contre une prétendue fraude gigantesque à la « Sécu », affirmant alors qu'il y aurait « *dix millions de Cartes Vitale volées* » en circulation. Ce qui était archi-faux, la candidate confondant numéros mal attribués (par ex. suite à des erreurs administratives) et « fraudes ». Mais cela permettait à Marine Le Pen de faire miroiter des « économies potentielles » délirantes, en matière d'assurance-maladie...

Le deuxième débat, autour du 20 décembre 2016, concernait l'absence de « coup de pouce » en matière d'augmentation annuelle du SMIC, pour la onzième année consécutive. Le FN criaient au scandale. Sauf que le parti lui-même ne proposait alors qu'une augmentation « *raisonnable* », non chiffrée, à la différence des demandes concrètes et chiffrées de plusieurs organisations syndicales.

En 2012, Marine Le Pen avait par ailleurs proposé une augmentation de « 200 euros » pour **tous** les plus bas salaires... mais pas en modifiant la répartition entre le Capital et le travail. Sa recette-miracle consistait alors à réduire radicalement les cotisations sociales. Ce qui signifie : plus de « salaire direct » versé en apparence, mais moins de protection contre la maladie, l'invalidité,...

Les tentatives de l'extrême droite de faire incursion sur le terrain des politiques sociales connaissent aussi, parfois, de sérieux couacs. Ce fut le cas lors du « déplacement thématique » de Marine Le Pen dans le département de l'Eure, le vendredi 6 janvier 2017, où elle cherchait à se présenter en « *défenseur des services publics menacés dans les espaces ruraux* » : le troisième moment de sa campagne « sociale » du moment.

La cheffe du FN a ainsi visité un bureau de La Poste à Ecouis, 800 habitant-e-s. A au moins deux reprises lors de son déplacement, Marine Le Pen a lourdement insisté sur le scandale qui consisterait, pour les habitant-e-s des zones rurales, à payer leurs services publics deux fois : à travers leurs impôts versés à l'Etat, et à travers les collectivités territoriales financées par les impôts locaux. Sauf que c'est... tout simplement faux : nulle part en France, les services postaux ne sont financés par les collectivités territoriales. Le journal « Le Monde » (numéro du 08/09 janvier) cite le maire de la petite commune : « *Je m'étonne qu'elle ne soit pas plus au courant.* »

Invitation au MEDEF

Lundi 16 janvier 2017, lors d'une réunion du Conseil exécutif du Medef, la direction de l'organisation patronale a décidé d'inviter le FN à présenter ses thèses économiques devant ses principales fédérations. Une prise de position qui aurait provoqué des « remous » à l'intérieur du Medef, rapportent les journaux libéraux et de droite « L'Opinion » et « Le Figaro ». Le FN n'a jamais été un parti révolutionnaire ni même un parti anti-système. La famille Le Pen appartient à l'élite financière, et dès les premiers succès électoraux, de nombreux cadres et dirigeants sortaient des « grandes écoles » (Bruno Mégret, Florian Philippot...). Néanmoins ses relations avec le patronat ont rarement été au beau fixe.

Ce qu'il lui était reproché n'était évidemment pas d'être anti-capitaliste, de faire partie des « affreux partageux ». La doctrine du parti d'extrême droite disant au contraire qu'il n'y aura jamais assez à partager pour tout le monde (...pour ajouter : « il convient donc d'exclure les étrangers, ou les mauvais Français, en premier de l'accès au gâteau »). Mais il lui fut reproché de pratiquer une sorte de « primat du politique », mettant ses propres critères – ceux du prétendu intérêt d'une « communauté nationale » fantasmée – et sa recherche d'une base dans les classes populaires hors des purs critères d'« efficacité économique » au sens du patronat.

Les patrons qui commercent avec succès au-delà des frontières pincent quelque peu le nez à l'écoute des thèses protectionnistes prônées par Marine Le Pen ou Florian Philippot. Certes, tout le monde au sein du FN n'est pas exactement sur la même ligne, Robert Ménard (maire soutenu par le FN) ou la députée Marion-Maréchal Le Pen affirmant des positions plus libérales en économie. Mais à l'époque de l'ancienne présidente du Medef Laurence Parisot, jusqu'à 2013, il n'était pas question pour l'organisation patronale de pactiser politiquement avec ce parti. Parisot s'est même fendue d'un livre, en 2011, sous le titre « *Un piège bleu Marine* » pour dire tout le mal qu'elle pensait du pseudo-programme économique du FN, qu'elle considérait comme irresponsable et démagogique.

Les temps ont changé, Pierre Gattaz a invité Marine Le Pen, car les poids lourds du Medef voudront avant tout faire pression sur le FN, à l'instar du traitement qu'ils réservent à d'autres partis candidats au pouvoir. Au sein du FN, cela a même poussé l'économiste libéral et eurodéputé Bernard Monot à entonner publiquement une mélodie fortement pro-patronale : « *Je rappelle que nous sommes de vrais libéraux, partisans sans ambiguïtés de l'économie de marché et de la libre entreprise. J'espère que cette rencontre sera l'occasion de rassurer les chefs d'entreprise.* » Toujours est-il que cette tonalité, qui correspond aux positions libérales en matière économique que Monot a toujours défendues, ne fait pas l'unanimité à l'intérieur du FN, ne serait-ce que pour des raisons de tactiques électorales vis-à-vis des classes populaires.

Marine Le Pen elle-même ajoute cependant une couche dans ce sens, en répondant « Non » à la question portant sur l'augmentation du SMIC, mercredi 25 janvier 2017 sur *Europe 1* : « *Cela entraîne(ra)it une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays.* » La cheffe du FN poursuit son propos en promettant qu'une mesure protectionniste, à savoir la création d'une « contribution sociale à l'importation » (une taxe de trois pour cent sur les produits importés), permettrait de résoudre le problème du pouvoir d'achat puisqu'elle serait transformée en prime salariale.

Plus que jamais, le protectionnisme est considéré comme la solution-miracle par certains dirigeants du FN, à l'instar de Wallerand de Saint-Just. Ils espèrent qu'un hypothétique boom de certaines branches de l'économie nord-américaine sous la présidence de Donald Trump – qui pratique un protectionnisme affiché, combiné avec des promesses de dérégulation de l'économie en interne ainsi que de détaxation – crédibilise les positions du FN au sein du patronat.

Bien que l'équipe Trump ne réponde pour le moment pas favorablement aux appels du pied du FN français (lors de son déplacement à la « Trump Tower » de New York, le 12 janvier 17, aucun dirigeant états-unien n'a souhaité recevoir Marine Le Pen), le FN lui-même continue à se réclamer de Trump et de ses recettes. Il continuera à le faire, sauf si l'expérience aux USA devait trop mal tourner...

Les « Assises présidentielles » à Lyon

Le public s'attendait à un « grand » nom : Alain Delon ? Gérard Depardieu ? Au final, c'est Franck de Lapersonne. Nettement moins connu, l'acteur et comédien, âgé de 53 ans, est monté sur la scène du centre des congrès de Lyon. Ce qui pose problème, ce n'est pas avant tout que cet artiste apporte son soutien à la candidate du

FN, mais surtout le fait qu'il était censé auparavant être proche des idées de gauche. Il y a cinq ans, il avait encore soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon...

En égrenant des mauvaises rimes, il a cette fois-ci apporté de l'eau au moulin de la candidate de l'extrême droite. Il en a profité pour lancer dans la salle : « Victor Hugo n'a pas appris l'arabe (à l'école), et moi, ça me fait plaisir de le savoir ! » La phrase n'a pas tellement de sens, mais elle fut accueillie par un tonitruant chœur de voix scandant : « On est chez nous, on est chez nous ! ».

Côté programme, Marine Le Pen a avancé « 144 propositions ». Censées avoir été élaborés tout au long week-end pendant plusieurs « Tables rondes », leur contenu a en partie fuité la semaine d'avant. Surtout, il ne diffère guère du programme de Marine Le Pen en 2012.

Qu'est-ce qui a changé en cinq ans ? D'abord, la tonalité. Tentant à tout prix d'apparaître « dédramatisé », c'est-à-dire moins choquant et plus « normal », le FN a d'abord communiqué sur ce que le programme 2017 ne comporte plus. C'est le cas de la demande de retour à la peine de mort (sachant que celle-ci n'est plus majoritaire, aujourd'hui, dans l'opinion publique française). Le FN se réserve, toutefois, une porte arrière : puisqu'il se prononce pour des « référendums d'initiative populaire », il en proposera un sur la condamnation à la perpétuité réelle et celui sur la peine de mort pourrait toujours réapparaître en cas de victoire du premier.

Sur l'immigration, le ton a très légèrement baissé – Marine Le Pen propose désormais la délivrance de « 10.000 titres de séjour par an » (contre actuellement 200.000), au lieu du « zéro immigration » auparavant proclamé -, mais le contenu est même encore un peu plus radical qu'auparavant. Cette partie des propositions fera l'objet d'un article à part, consacré au FN et l'immigration, que nous publierons au cours des prochains semaines.

En matière « sociale », le programme tire un peu moins vers la démagogie qu'en 2012, et comporte plus de mesures libérales. Ainsi le FN souhaite rendre possible aux riches de transférer à leurs héritiers par voie de don – donc en contournant la fiscalité sur les successions – 100.000 euros tous les cinq ans, au lieu de quinze ans aujourd'hui (et dix ans dans le programme de François Fillon).

Pour les salarié-e-s, on y trouve du « travailler plus pour gagner plus » dans le style de Nicolas Sarkozy, avec les heures supplémentaires défiscalisées...

En 2012, Marine Le Pen avait évoqué une augmentation des bas salaires de 200 euros, mais financée par la suppression des cotisations sociales. Aujourd'hui, rien de tel... sauf la « contribution sociale » mentionnée plus haut, à hauteur de trois pour cent sur toutes les importations de biens. Le FN pense que le produit de cette taxe pourrait se transformer en 80 euros de prime salariale.

Au total, ce sont toujours l'étranger et les salarié-es qui sont censés payer la sortie de crise en France, sans revenir sur la répartition des richesses entre Capital et Travail. Le FN n'a à l'évidence pas changé de nature, mais a simplement modifié légèrement la tonalité de son discours.